Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Isabelle Perron, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 3 juin 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des flux de trésorerie 8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9
Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 29
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 30
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 31
  - Situation financière par organismes 32
- Charges par objets 33
- Excédent (déficit) accumulé 34
- Avantages sociaux futurs 38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 45
Analyse des charges consolidées 57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La municipalité n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 3 juin 2024
1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	2 979 761	2 982 698	2 751 589
Compensations tenant lieu de taxes	2	50 913	44 081	50 913
Quotes-parts	3			
Transferts	4	69 299	265 042	92 348
Services rendus	5	53 876	95 468	76 057
Imposition de droits	6	83 400	125 358	142 725
Amendes et pénalités	7	7 000	10 210	8 110
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	20 500	60 755	52 565
Autres revenus	10	37 000	29 275	25 847
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 301 749	3 612 887	3 200 154
Charges				
Administration générale	14	857 585	843 055	795 001
Sécurité publique	15	567 701	704 109	790 148
Transport	16	395 539	493 806	466 619
Hygiène du milieu	17	1 029 622	1 344 286	1 053 585
Santé et bien-être	18	14 404	13 414	12 510
Aménagement, urbanisme et développement	19	115 306	118 991	108 373
Loisirs et culture	20	311 513	362 936	371 146
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	43 783	41 388	42 189
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 335 453	3 921 985	3 639 571
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(33 704)	(309 098)	(439 417)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 637 258	6 076 675
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		5 637 258	6 076 675
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		5 328 160	5 637 258

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	225 193	558 678
Débiteurs (note 5)	2	571 903	377 308
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	797 096	935 986
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	296 438	14 268
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	215 115	256 787
Revenus reportés (note 11)	12	77 766	11 166
Dette à long terme (note 12)	13	1 837 506	1 970 744
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 426 825	2 252 965
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 629 729)	(1 316 979)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	6 887 639	6 941 150
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	6 405	5 504
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	63 845	7 583
	23	6 957 889	6 954 237
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 328 160	5 637 258
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	5 328 160	5 637 258
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	5 328 160	5 637 258

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(33 704)	(309 098)	(439 417)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(325 280)	(229 763)
Produit de cession	3			1 000
Amortissement	4		378 791	393 126
(Gain) perte sur cession	5			(1 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		53 511	163 363
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(901)	2 563
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(56 262)	46 034
	13		(57 163)	48 597
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(33 704)	(312 750)	(227 457)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 316 979)	(1 089 522)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 316 979)	(1 089 522)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 629 729)	(1 316 979)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(309 098)	(439 417)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	378 791	393 126
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1		(1 000)
	4	69 693	(47 291)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(194 595)	(77 517)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(41 672)	44 183
Revenus reportés	8	66 600	(2 136)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(901)	2 563
Autres actifs non financiers	12	(56 262)	46 034
	13	(157 137)	(34 164)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(325 280)	(229 763)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		1 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16		
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(325 280)	(228 763)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19		
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21		
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	148 267	
Remboursement de la dette à long terme	25	(281 299)	(129 975)
Variation nette des emprunts temporaires	26	282 170	14 268
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(206)	1 566
Autres			
▪	28.1		
	29	148 932	(114 141)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(333 485)	(377 068)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	558 678	935 746
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	558 678	935 746
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	225 193	558 678

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Terrasse-Vaudreuil est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 1,08 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 82 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes:

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2023, la municipalité a assumé une quote-part de 35 201 $, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10 % du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot.

Les comptes de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 6,33 % pour la consommation et de 6,01 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 5,85 % et 6,01 % en 2022.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L’expression “Administration municipale” utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu’elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation comprend la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants encaissés et relatifs à une période subséquente sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	Linéaire	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de l'Île-Perrot	Dégressif	30 %

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'organisme n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et il n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	225 193	558 678
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	225 193	558 678
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	225 193	558 678
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	225 193	514 524
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	148 267	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	178 260	187 604
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	218 168	46 086
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	42 336	29 762
Organismes municipaux	13	65 532	57 000
Autres			
▪ Entreprises et individus	14.1	52 040	30 528
▪ Intérêts courus	14.2	15 567	26 328
	15	571 903	377 308
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	5 457	5 471
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	14 971	14 971
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	203 197	31 115
	27	218 168	46 086

Note

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes, autorisée au montant de 700 000 $ (700 000 $ en 2022) au taux préférentiel. Au 31 décembre 2023, cette marge n'était pas utilisée (0 $ en 2022).

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée de 14 924 057 $ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2023, cette marge avait un solde de 4 932 405 $ (237 403 $ en 2022). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 $ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2023, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 $ en 2022).

10. Créditeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	69 368	63 598
Salaires et avantages sociaux	42	87 170	81 222
Dépôts et retenues de garantie	43	38 916	21 690
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	45.1	9 229	9 652
▪ Autres courus et passifs	45.2	10 432	80 625
	46	215 115	256 787

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	18 069	11 166
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ MTQ - Fonds de la sécurité routière	52.1	59 697	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	77 766	11 166

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2023	2022
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,20	2028	2045	62	1 841 148	1 974 180
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	1 841 148	1 974 180
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(3 642)	(3 436)
					72	1 837 506	1 970 744

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		135 441			135 441
2025	74		139 031			139 031
2026	75		142 300			142 300
2027	76		145 986			145 986
2028	77		149 561			149 561
2029 et plus	78		1 128 829			1 128 829
	79		1 841 148			1 841 148
Intérêts et frais accessoires	80			( )	( )	( )
	81		1 841 148			1 841 148

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme excluent le montant des refinancements.

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	48 430	45 899
Autres régimes (REER et autres)	88		4 462
Régimes de retraite des élus municipaux	89	15 779	15 316
	90	64 209	65 677

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	( )	( )
Charge de désactualisation[1]	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	3 574 807			3 574 807
Eaux usées	103	4 303 859			4 303 859
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	997 612			997 612
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	105.1	83 365			83 365
▪ Sites d'entreposage et autres	105.2	119 577			119 577
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 913 061			1 913 061
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	932 671	6 885		939 556
Ameublement et équipement de bureau	110	64 522	14 640		79 162
Machinerie, outillage et équipement divers	111	425 273	10 969		436 242
Terrains	112	412 243			412 243
Autres	113				
	114	12 826 990	32 494		12 859 484
Immobilisations en cours	115	195 686	292 786		488 472
	116	13 022 676	325 280		13 347 956
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 451 659	92 919		1 544 578
Eaux usées	118	2 634 550	107 060		2 741 610
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	364 449	33 123		397 572
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	120.1	52 352	3 762		56 114
▪ Sites d'entreposage et autres	120.2	48 750	5 823		54 573
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	527 896	46 751		574 647
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	682 405	41 813		724 218
Ameublement et équipement de bureau	125	43 730	11 684		55 414
Machinerie, outillage et équipement divers	126	275 735	35 856		311 591
Autres	127				
	128	6 081 526	378 791		6 460 317
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	6 941 150			6 887 639
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	63 845	7 583
Autres			
▪	145.1		
	146	63 845	7 583

Note

19. Obligations contractuelles

Collecte, transport et disposition des résidus domestiques

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2024 pour la collecte, transport et disposition des résidus domestiques. Le versement net à effectuer relativement à ce contrat au cours du prochain exercice est de 97 783 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Collecte et transport des matières organiques

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en 2024 pour la collecte et le transport des matières organiques. Le versement net à effectuer relativement à ce contrat au cours du prochain exercice est de 69 174 $.

Déneigement des rues

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en 2024 pour le déneigement des rues. Le versement net à effectuer relativement à ce contrat au cours du prochain exercice est de 65 932 $.

20. Droits contractuels

Programmes de subvention

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 368 382 $ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 495 750 $ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun montant a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 368 382 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

De plus, dans le cadre d'un programme de subvention pour les bâtiments municipaux, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 117 127 $ à la municipalité pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, aucun montant a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 117 127 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2023	Solde des cautionnements 2022
Emprunts temporaires				
▪	147.1			
	148			
Dettes à long terme				
▪	149.1			
	150			
	151			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financier nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	270 207	108 530
En souffrance :		
moins de 30 jours	556	20
de 30 à 60 jours	-	525
plus de 60 jours	885	555
	271 648	109 630
Moins la provision pour créances douteuses	(5 457)	(5 471)
	266 191	104 159

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	5 471
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	(14)
Montants recouvrés	-
Solde à la fin	5 457

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023

	Moins d'un an	**De 1 à 3 ans**	**De 4 à 5 ans**	**Plus de 5 ans**	**Total**
Emprunt	296 438	–	–	–	296 438
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	232 430	–	–	–	232 430
Intérêts courus à payer	9 228	–	–	–	9 228
Dettes	135 441	377 831	299 447	1 028 429	1 841 148
	673 537	377 831	299 447	1 028 429	2 379 244

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	13 888	–	–	–	13 888
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	278 926	–	–	–	278 926
Intérêts courus à payer	9 652	–	–	–	9 652
Dettes	133 031	369 593	292 146	1 179 410	1 974 180
	435 497	369 593	292 146	1 179 410	2 276 646

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers Trésorerie et équivalents de trésorerie	117 420	106 608	224 028
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	–	296 438	296 438
Dettes	1 841 148	-	1 841 148

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	478 249	79 263	557 512
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	-	14 268	14 268
Dettes	1 974 180	-	1 974 180

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 19 136 $ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (14 309 $ en 2022).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 751 589	2 979 761	2 982 698			2 982 698
Compensations tenant lieu de taxes	2	50 913	50 913	44 081			44 081
Quotes-parts	3					195 487	
Transferts	4	91 888	69 299	265 042			265 042
Services rendus	5	76 057	53 876	95 468			95 468
Imposition de droits	6	142 725	83 400	125 358			125 358
Amendes et pénalités	7	8 110	7 000	10 210			10 210
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	50 605	20 500	55 133		5 622	60 755
Autres revenus	10	25 841	37 000	29 271		4	29 275
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 197 728	3 301 749	3 607 261		201 113	3 612 887
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21						
	22	3 197 728	3 301 749	3 607 261		201 113	3 612 887
Charges							
Administration générale	23	787 144	857 585	832 269	10 786		843 055
Sécurité publique	24	693 922	567 701	608 712	95 397		704 109
Transport	25	405 776	395 539	446 572	47 234		493 806
Hygiène du milieu	26	909 644	1 091 457	1 205 027	157 210	177 536	1 344 286
Santé et bien-être	27	12 510	14 404	13 414			13 414
Aménagement, urbanisme et développement	28	108 373	115 306	118 991			118 991
Loisirs et culture	29	346 859	311 513	342 467	20 469		362 936
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	31 846	30 058	30 843		10 545	41 388
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	345 819		331 096	(331 096)		
	34	3 641 893	3 383 563	3 929 391		188 081	3 921 985
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(444 165)	(81 814)	(322 130)		13 032	(309 098)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(444 165)	(81 814)	(322 130)	13 032	(309 098)
Moins : revenus d'investissement	2	( )	( )	( )	( )	( )
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(444 165)	(81 814)	(322 130)	13 032	(309 098)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	345 819		331 096	47 695	378 791
Produit de cession	5	1 000				
(Gain) perte sur cession	6	(1 000)				
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	345 819		331 096	47 695	378 791
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(87 100)	(88 900)	(88 900)	(44 132)	(133 032)
	18	(87 100)	(88 900)	(88 900)	(44 132)	(133 032)
Affectations						
Activités d'investissement	19	( )	( )	( )	(1 348)	(1 348)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	155 172		49 688		49 688
Excédent de fonctionnement affecté	21	133 800	206 956	417 447		417 447
Réserves financières et fonds réservés	22	(44 063)	(36 242)	(46 347)	(3 304)	(49 651)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	244 909	170 714	420 788	(4 652)	416 136
	26	503 628	81 814	662 984	(1 089)	661 895
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	59 463		340 854	11 943	352 797

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1				
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2		(14 640)		(14 640)
Sécurité publique	3	(47 239)	(6 885)		(6 885)
Transport	4	(150 806)			
Hygiène du milieu	5		(6 037)	(297 718)	(303 755)
Santé et bien-être	6				
Aménagement, urbanisme et développement	7				
Loisirs et culture	8				
Réseau d'électricité	9				
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10				
	11	(198 045)	(27 562)	(297 718)	(325 280)
Propriétés destinées à la revenue					
Acquisition	12				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13				
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15			1 348	1 348
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	150 806			
Excédent de fonctionnement affecté	17		6 037		6 037
Réserves financières et fonds réservés	18	47 239	21 525	3 585	25 110
	19	198 045	27 562	4 933	32 495
	20			(292 785)	(292 785)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21			(292 785)	(292 785)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	479 415	118 585	106 608	225 193
Débiteurs (note 5)	2	400 964	558 343	39 174	571 903
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	880 379	676 928	145 782	797 096
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			296 438	296 438
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	272 987	165 870	74 859	215 115
Revenus reportés (note 11)	12	11 166	77 766		77 766
Dette à long terme (note 12)	13	1 535 012	1 446 936	390 570	1 837 506
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	1 819 165	1 690 572	761 867	2 426 825
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(938 786)	(1 013 644)	(616 085)	(1 629 729)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	6 080 058	5 776 524	1 111 115	6 887 639
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			6 405	6 405
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	7 583	63 845		63 845
	23	6 087 641	5 840 369	1 117 520	6 957 889
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	83 346	378 312	44 716	423 028
Excédent de fonctionnement affecté	25	427 284		29 996	29 996
Réserves financières et fonds réservés	26	96 267	121 089	4 832	125 921
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	28			(297 276)	(297 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	4 541 958	4 327 324	719 167	5 046 491
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	5 148 855	4 826 725	501 435	5 328 160

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 155 331	1 189 789	1 242 055	1 160 062
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	293 477	266 970	279 060	277 311
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	45 285	45 285	45 285	42 264
Autres services	7	405 187	402 945	405 041	338 583
Autres biens et services	8	1 036 683	1 272 312	1 335 701	1 183 795
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	27 518	27 881	38 426	39 667
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 540	2 962	2 962	2 522
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	413 842	389 245	193 758	188 500
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	3 500	920	920	14 235
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		331 096	378 791	393 127
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses et autres	21.1	200	(14)	(14)	(495)
	22	3 383 563	3 929 391	3 921 985	3 639 571

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	423 028	116 119
Excédent de fonctionnement affecté	2	29 996	457 280
Réserves financières et fonds réservés	3	125 921	101 380
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(297 276)	(4 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 046 491	4 966 970
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 328 160	5 637 258
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	378 312	83 346
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	44 716	32 773
	11	423 028	116 119
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affectation budget subséquent	12.1		206 956
▪ Achat de bacs roulants	12.2		144 756
▪ Déneigement des rues	12.3		60 472
▪ Systèmes de communication	12.4		6 118
▪ Achat d'habits de combat	12.5		8 982
	13		427 284
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Régie de l'eau de l'Île-Perrot	14.1	29 996	29 996
	15	29 996	29 996
	16	29 996	457 280

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	101 089	86 267
Organismes contrôlés et partenariats	22	4 832	5 113
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 000	10 000
Autres			
▪	30.1		
	31	125 921	101 380
	32	125 921	101 380

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres			
▪	44.1	( )	( )
	45	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	47	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	48	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Autres			
▪	50.1	( )	( )
	51	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	53	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	54	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55	( )	( )
Autres			
▪	56.1	( )	( )
	57	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
▪	62.1		
	63		
	64	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66	(297 276)	(4 491)
	67	(297 276)	(4 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	6 887 639	6 941 150
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	6 887 639	6 941 150
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	6 887 639	6 941 150
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76	(1 837 506)	(1 970 744)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77	(3 642)	(3 436)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81	(1 841 148)	(1 974 180)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82	( )	( )
	83	(1 841 148)	(1 974 180)
	84	5 046 491	4 966 970

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6,5 % et 7,5 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	48 430	45 899
	110	48 430	45 899

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite. L'employeur contribue selon les ententes contractuelles conclues avec les employés.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		4 462
Autres régimes	115		
	116		4 462

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	3 854	3 581
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 651	12 071
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	3 128	3 245
	121	15 779	15 316

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 793 919	1 798 392	1 798 392	1 672 692
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	116 418	116 742	116 742	116 226
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	1 910 337	1 915 134	1 915 134	1 788 918
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	337 505	334 773	334 773	308 859
Égout	13	422 031	421 648	421 648	391 072
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	300 388	300 987	300 987	253 088
Autres					
▪	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 500	10 156	10 156	9 652
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 069 424	1 067 564	1 067 564	962 671
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 069 424	1 067 564	1 067 564	962 671
	27	2 979 761	2 982 698	2 982 698	2 751 589

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28				
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31				
Cégeps et universités	32	13 357	10 210	10 210	13 357
Écoles primaires et secondaires	33	37 556	33 871	33 871	37 556
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35	50 913	44 081	44 081	50 913
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	50 913	44 081	44 081	50 913

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47				
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie	49	1 500	3 722	3 722	
Sécurité civile	50				
Autres	51		160 272	160 272	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	52	2 300	17 673	17 673	18 622
Enlèvement de la neige	53				
Autres	54				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	55				
Transport adapté	56				
Transport scolaire	57				
Autres	58				
Transport aérien	59				
Transport par eau	60				
Autres	61				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62				460
Réseau de distribution de l'eau potable	63				
Traitement des eaux usées	64				
Réseaux d'égout	65				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	66	20 000	32 960	32 960	28 637
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	67				
Tri et conditionnement	68				
Autres	69				
Autres	70				
Cours d'eau	71				
Protection de l'environnement	72				
Autres	73				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	74				
Sécurité du revenu	75				
Autres	76				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	77				
Rénovation urbaine	78				
Promotion et développement économique	79				
Autres	80				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	81	14 227	19 143	19 143	19 430
Activités culturelles					
Bibliothèques	82				
Autres	83				
Réseau d'électricité	84				
	85	38 027	233 770	233 770	67 149

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	86				
Sécurité publique					
Police	87				
Sécurité incendie	88				
Sécurité civile	89				
Autres	90				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	91				
Enlèvement de la neige	92				
Autres	93				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	94				
Transport adapté	95				
Transport scolaire	96				
Autres	97				
Transport aérien	98				
Transport par eau	99				
Autres	100				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101				
Réseau de distribution de l'eau potable	102				
Traitement des eaux usées	103				
Réseaux d'égout	104				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	105				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	106				
Tri et conditionnement	107				
Autres	108				
Autres	109				
Cours d'eau	110				
Protection de l'environnement	111				
Autres	112				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	113				
Sécurité du revenu	114				
Autres	115				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	116				
Rénovation urbaine	117				
Promotion et développement économique	118				
Autres	119				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	120				
Activités culturelles					
Bibliothèques	121				
Autres	122				
Réseau d'électricité	123				
	124				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125				
Péréquation	126				
Neutralité	127				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129				
Fonds de développement des territoires	130				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	31 272	31 272	31 272	25 199
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133				
Autres	134				
	135	31 272	31 272	31 272	25 199
TOTAL DES TRANSFERTS	136	69 299	265 042	265 042	92 348

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	137				
Évaluation	138				
Autres	139				
	140				
Sécurité publique					
Police	141				
Sécurité incendie	142	28 126	45 494	45 494	37 739
Sécurité civile	143				
Autres	144				
	145	28 126	45 494	45 494	37 739
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	146				
Enlèvement de la neige	147				
Autres	148				
Transport collectif	149				
Autres	150				
	151				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152				
Réseau de distribution de l'eau potable	153				
Traitement des eaux usées	154				
Réseaux d'égout	155				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	156				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	157				
Tri et conditionnement	158				
Autres	159				
Autres	160				
Cours d'eau	161				
Protection de l'environnement	162				
Autres	163				
	164				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	165				
Autres	166				
	167				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	168				
Rénovation urbaine	169				
Promotion et développement économique	170				
Autres	171				
	172				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	173				
Activités culturelles					
Bibliothèques	174				
Autres	175				
	176				
Réseau d'électricité	177				
	178	28 126	45 494	45 494	37 739

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2023	Administration municipale Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2023	Données consolidées Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	179				
Évaluation	180				
Autres	181	3 950	5 500	5 500	4 682
	182	3 950	5 500	5 500	4 682
Sécurité publique					
Police	183				
Sécurité incendie	184				
Sécurité civile	185				
Autres	186				
	187				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	188				
Enlèvement de la neige	189				
Autres	190				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	191				
Transport adapté	192				
Transport scolaire	193				
Autres	194				
Autres	195				
	196				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197				
Réseau de distribution de l'eau potable	198				
Traitement des eaux usées	199				
Réseaux d'égout	200				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	201				
Matières recyclables	202	2 800	4 824	4 824	3 041
Autres	203				
Cours d'eau	204				
Protection de l'environnement	205				
Autres	206				
	207	2 800	4 824	4 824	3 041

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210				
	211				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212	1 000	1 000	1 000	1 000
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216	1 000	1 000	1 000	1 000
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	12 500	23 819	23 819	14 149
Activités culturelles					
Bibliothèques	218		2 852	2 852	2 190
Autres	219	5 500	11 979	11 979	13 256
	220	18 000	38 650	38 650	29 595
Réseau d'électricité	221				
	222	25 750	49 974	49 974	38 318
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	53 876	95 468	95 468	76 057

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	224	3 400	4 443	4 443	3 773
Droits de mutation immobilière	225	80 000	120 915	120 915	138 952
Droits sur les carrières et sablières	226				
Autres	227				
	228	83 400	125 358	125 358	142 725
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	7 000	10 210	10 210	8 110
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	20 500	55 133	60 755	52 565
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232				1 000
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235				
Contributions des promoteurs	236				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237				
Contributions des organismes municipaux	238				
Autres contributions	239				
Redevances réglementaires	240				
Autres	241	37 000	29 271	29 275	24 847
	242	37 000	29 271	29 275	25 847
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	150 838	152 264	3 617	155 881	155 881	158 625
Greffe et application de la loi	2	4 000	3 402		3 402	3 402	2 633
Gestion financière et administrative	3	672 745	652 909	7 169	660 078	660 078	607 585
Évaluation	4	12 247	15 058		15 058	15 058	19 044
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	17 755	8 636		8 636	8 636	7 114
	7	857 585	832 269	10 786	843 055	843 055	795 001
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	201 207	124 859		124 859	124 859	284 416
Sécurité incendie	9	362 134	401 081	88 458	489 539	489 539	494 595
Sécurité civile	10	860	79 359	6 939	86 298	86 298	7 924
Autres	11	3 500	3 413		3 413	3 413	3 213
	12	567 701	608 712	95 397	704 109	704 109	790 148
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	236 893	273 444	41 411	314 855	314 855	297 055
Enlèvement de la neige	14	104 024	103 211		103 211	103 211	104 482
Éclairage des rues	15	7 308	6 536		6 536	6 536	7 397
Circulation et stationnement	16	1 820	17 664		17 664	17 664	9 183
Transport collectif							
Transport en commun	17	45 494	45 717		45 717	45 717	42 679
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20			5 823	5 823	5 823	5 823
	21	395 539	446 572	47 234	493 806	493 806	466 619

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	221 101	195 487		195 487	154 592	134 898
Réseau de distribution de l'eau potable	23	94 403	90 304	48 645	138 949	161 893	154 087
Traitement des eaux usées	24	377 081	371 695	89 757	461 452	461 452	400 247
Réseaux d'égout	25	88 662	115 029	18 808	133 837	133 837	111 966
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	71 784	130 193		130 193	130 193	61 003
Élimination	27	62 584	66 821		66 821	66 821	57 393
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	51 765	51 765		51 765	51 765	52 006
Tri et conditionnement	29	12 941	12 941		12 941	12 941	13 001
Matières organiques							
Collecte et transport	30	82 786	142 405		142 405	142 405	45 896
Traitement	31	12 500	12 240		12 240	12 240	10 794
Matériaux secs	32	5 000	5 296		5 296	5 296	2 955
Autres	33	10 850	10 851		10 851	10 851	9 339
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau	36						
Protection de l'environnement	37						
Autres	38						
	39	1 091 457	1 205 027	157 210	1 362 237	1 344 286	1 053 585
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	14 404	13 414		13 414	13 414	12 510
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	14 404	13 414		13 414	13 414	12 510

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	95 800	102 669		102 669	102 669	93 772
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	19 506	16 322		16 322	16 322	14 601
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	115 306	118 991		118 991	118 991	108 373
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	64 176	64 685	12 231	76 916	76 916	73 965
Patinoires intérieures et extérieures	53	16 381	17 473		17 473	17 473	13 557
Piscines, plages et ports de plaisance	54	68 562	57 378	4 476	61 854	61 854	73 505
Parcs et terrains de jeux	55	124 341	140 680	3 762	144 442	144 442	156 782
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57	6 000	4 515		4 515	4 515	10 969
Autres	58	10 950	33 875		33 875	33 875	17 548
	59	290 410	318 606	20 469	339 075	339 075	346 326
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	5 000	5 550		5 550	5 550	7 360
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	16 103	18 311		18 311	18 311	17 460
	65	21 103	23 861		23 861	23 861	24 820
	66	311 513	342 467	20 469	362 936	362 936	371 146

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	27 518	27 058		27 058	37 187	38 007
Autres frais	69		823		823	1 239	1 660
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	2 540	2 962		2 962	2 962	2 522
	72	30 058	30 843		30 843	41 388	42 189
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		331 096	(331 096)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories 2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées 3
Analyse de la dette à long terme consolidée 4
Endettement total net à long terme consolidé 5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée 6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets 8
Analyse de la rémunération non consolidée 9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources 10
Frais de financement non consolidés par activités 11
Rémunération des élus 12

Autres renseignements

Questionnaire 13

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2		292 786	27 140
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			96 242
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			54 564
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	6 885	6 885	47 239
Ameublement et équipement de bureau	18	14 640	14 640	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	6 037	10 969	4 578
Terrains	20			
Autres	21			
	22	27 562	325 280	229 763

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2		292 786	27 140
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5			150 806
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	27 562	32 494	51 817
	12	27 562	325 280	229 763

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 974 180		133 032	1 841 148
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 974 180		133 032	1 841 148
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	1 974 180		133 032	1 841 148
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 974 180		133 032	1 841 148

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 449 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 449 200
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	687 312
Endettement net à long terme	14	2 136 512
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	38 333
Communauté métropolitaine	16	21 945
Autres organismes	17	238 000
Endettement total net à long terme	18	2 434 790
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 434 790
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	500	501	501	501
Évaluation	2	11 747	11 745	11 745	18 586
Autres	3	16 182	17 290	17 290	15 322
Sécurité publique					
Police	4	1 112	1 059	1 059	1 011
Sécurité incendie	5	1 429	1 428	1 428	1 497
Sécurité civile	6				
Autres	7	1 950	1 950	1 950	2 343
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	209	433	433	415
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	221 101	195 487		
Matières résiduelles	12	87 795	87 798	87 798	85 140
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	14 404	12 936	12 936	12 499
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	22 304	23 985	23 985	19 125
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	19 506	16 322	16 322	14 601
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	15 603	18 311	18 311	17 460
Réseau d'électricité	24				
	25	413 842	389 245	193 758	188 500

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	27 562	198 045
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	27 562	198 045

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 589,25	269 832	65 839	335 671
Professionnels	2	2,00	25,00	1 324,75	50 159	15 992	66 151
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 088,25	216 676	59 388	276 064
Cols bleus	4	16,00	40,00	10 153,75	280 547	71 677	352 224
Policiers	5						
Pompiers	6	24,00	10,00	16 370,79	258 755	34 221	292 976
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	49,00		40 526,79	1 075 969	247 117	1 323 086
Élus	9	7,00			113 820	19 853	133 673
	10	56,00			1 189 789	266 970	1 456 759

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	250 225		8 393	6 424	265 042
	7	250 225		8 393	6 424	265 042

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	227	198
	4	227	198
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	20 222	21 143
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	20 222	21 143
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	830	887
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	830	887
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 872	4 137
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	340	363
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	4 212	4 500
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	5 352	5 118
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	5 352	5 118
Réseau d'électricité	40		
	41	30 843	31 846

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Bourdeau	1.1	Maire	25 440	11 071	7 167	3 460
Julien Leclerc	1.2	Conseiller	8 154	4 077		
Nathalie Perreault	1.3	Conseiller	7 914	3 957		
Josée Paquette Bougie	1.4	Conseiller	7 984	3 992		
Isabel Boulay	1.5	Conseiller	7 914	3 957	1 298	550
Ian Gray	1.6	Conseiller	8 332	4 166		
Cheryl Brazeau	1.7	Conseiller	7 914	3 957		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		270 000	$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3			$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4		X	

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5		$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6		$
Ligne 3 : Autres revenus	7		$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		$
Ligne 9 : Autres charges	11		$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		$
Ligne 14 : Débiteurs	14		$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15		$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17		$
Ligne 20 : Revenus reportés	18		$
Ligne 21 : Dette à long terme	19		$
Ligne 24 : Libres	20		$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23		$
Constatés au cours de l'exercice	24		$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25		$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ $

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ $

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ $

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34 [ ] [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35 [ ] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 [ ] [X]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes 41 _____ $

b) autres formes d'aide 42 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

	44	$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	46	$
Chaussées pavées - entretien préventif	47	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	48	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	49	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	$
Systèmes de drainage	51	$
Abords de routes	52	$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	$
c) Total des frais encourus admissibles	56	$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	57	
b) Date d'adoption de la résolution	58	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 59 [X] [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 60 2020-01-023

b) Date d'adoption de la résolution — 61 2020-01-21

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire — 62

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin — 63

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année — 64

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique — 65

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure — 66

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves — 67

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient — 68

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité — 69 209

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg — 70 110

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité — 71

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? — 72 [ ] [X]

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	$
Ligne 3 : Autres revenus	75	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	$
Ligne 9 : Autres charges	79	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	$
Ligne 14 : Débiteurs	82	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	$
Ligne 24 : Libres	88	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X	
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4		X

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6		X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7		X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9		

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

[X] J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

[X] Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

[X] Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil :	2024-06-11
Nom du signataire :	Isabelle Perron
Fonction du signataire :	Dir. générale et secrétaire-trésorière
Date de transmission au Ministère :	2024-06-12
Date et heure de la dernière modification :	2024-06-11 12:39

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	3 197 728	3 301 749	3 607 261	201 113	3 612 887
Investissement	2					
	3	3 197 728	3 301 749	3 607 261	201 113	3 612 887
Charges	4	3 641 893	3 383 563	3 929 391	188 081	3 921 985
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(444 165)	(81 814)	(322 130)	13 032	(309 098)
Moins : revenus d'investissement	6	( )	( )	( )	( )	( )
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(444 165)	(81 814)	(322 130)	13 032	(309 098)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	345 819		331 096	47 695	378 791
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(87 100)	(88 900)	(88 900)	(44 132)	(133 032)
Affectations						
Activités d'investissement	11	( )	( )	( )	(1 348)	(1 348)
Excédent (déficit) accumulé	12	244 909	170 714	420 788	(3 304)	417 484
Autres éléments de conciliation	13					
	14	503 628	81 814	662 984	(1 089)	661 895
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	59 463		340 854	11 943	352 797

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023		2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	479 415	118 585	225 193	558 678
Débiteurs	2	400 964	558 343	571 903	377 308
Placements de portefeuille	3				
Autres	4				
	5	880 379	676 928	797 096	935 986
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	1 535 012	1 446 936	1 837 506	1 970 744
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8				
Autres	9	284 153	243 636	589 319	282 221
	10	1 819 165	1 690 572	2 426 825	2 252 965
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(938 786)	(1 013 644)	(1 629 729)	(1 316 979)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	6 080 058	5 776 524	6 887 639	6 941 150
Autres	13	7 583	63 845	70 250	13 087
	14	6 087 641	5 840 369	6 957 889	6 954 237
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	83 346	378 312	423 028	116 119
Excédent de fonctionnement affecté	16	427 284		29 996	457 280
Réserves financières et fonds réservés	17	96 267	121 089	125 921	101 380
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	19			(297 276)	(4 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	4 541 958	4 327 324	5 046 491	4 966 970
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	5 148 855	4 826 725	5 328 160	5 637 258

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affectation budget subséquent	1.1		206 956
▪ Achat de bacs roulants	1.2		144 756
▪ Déneigement des rues	1.3		60 472
▪ Systèmes de communication	1.4		6 118
▪ Achat d'habits de combat	1.5		8 982
	2		427 284
Organismes contrôlés et partenariats[1]	3	29 996	29 996
	4	29 996	457 280
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	101 089	86 267
Organismes contrôlés et partenariats	8	4 832	5 113
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	20 000	10 000
Autres			
▪	14.1		
	15	125 921	101 380
	16	155 917	558 660

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 449 200
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 434 790

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 841 148	1 974 180
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	1 841 148	1 974 180

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	2 751 589	2 979 761	2 982 698	2 982 698
Compensations tenant lieu de taxes	13	50 913	50 913	44 081	44 081
Quotes-parts	14				
Transferts	15	91 888	69 299	265 042	265 042
Services rendus	16	76 057	53 876	95 468	95 468
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	150 835	90 400	135 568	135 568
Autres	18	76 446	57 500	84 404	90 030
	19	3 197 728	3 301 749	3 607 261	3 612 887
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 197 728	3 301 749	3 607 261	3 612 887

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	857 585	832 269	10 786	843 055	843 055	795 001
Sécurité publique							
Police	2	201 207	124 859		124 859	124 859	284 416
Sécurité incendie	3	362 134	401 081	88 458	489 539	489 539	494 595
Autres	4	4 360	82 772	6 939	89 711	89 711	11 137
Transport							
Réseau routier	5	350 045	400 855	41 411	442 266	442 266	418 117
Transport collectif	6	45 494	45 717		45 717	45 717	42 679
Autres	7			5 823	5 823	5 823	5 823
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	781 247	772 515	157 210	929 725	911 774	801 198
Matières résiduelles	9	310 210	432 512		432 512	432 512	252 387
Autres	10						
Santé et bien-être	11	14 404	13 414		13 414	13 414	12 510
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	95 800	102 669		102 669	102 669	93 772
Promotion et développement économique	13	19 506	16 322		16 322	16 322	14 601
Autres	14						
Loisirs et culture	15	311 513	342 467	20 469	362 936	362 936	371 146
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	30 058	30 843		30 843	41 388	42 189
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	3 383 563	3 598 295	331 096	3 929 391	3 921 985	3 639 571
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		331 096	(331 096)			
	21	3 383 563	3 929 391		3 929 391	3 921 985	3 639 571

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1				
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(198 045)	(27 562)	(297 718)	(325 280)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5			1 348	1 348
Excédent accumulé	6	198 045	27 562	3 585	31 147
	7			(292 785)	(292 785)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8			(292 785)	(292 785)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14